

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Le budget de la France et de l'Angleterre (extrait du discours de M. Thiers, président de la République, dans la séance du 27 décembre 1871)

Journal de la société statistique de Paris, tome 12-13 (1871-1872), p. 124-140

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1871-1872__12-13__124_0

© Société de statistique de Paris, 1871-1872, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

VARIÉTÉS.

DOCUMENTS FRANÇAIS.

Le budget de la France et de l'Angleterre. (Extraits du discours de M. Thiers, président de la République, dans la séance du 27 décembre 1871.)

.....
Mais j'écarte et l'impôt sur les diverses espèces de revenus et l'impôt sur les matières premières. Je m'applique uniquement à l'impôt sur le revenu.

On a fait à cet impôt des reproches divers. Je lui en fais deux, qui sont essentiels et que je crois décisifs.

Le premier, c'est que, dans notre état social, avec notre système d'impôts, l'impôt sur le revenu fait double emploi : il atteint des revenus qui ont déjà été gravement frappés.

Le second reproche que je lui adresse, c'est qu'il est un impôt essentiellement arbitraire. Or, il ne faut de l'arbitraire nulle part; mais surtout il n'en faut à aucun prix dans l'impôt.

Je vais essayer, Messieurs, de vous démontrer avec précision et brièveté, mais, je l'espère, d'une manière irréfragable, que l'impôt sur le revenu fait double emploi, et d'une manière non moins irréfragable, qu'il est arbitraire, et que, dans l'état actuel de notre société, il est l'arbitraire le plus redoutable qu'on puisse imaginer.

Pour vous bien montrer à quel point il fait double emploi, il faut, Messieurs, que vous me permettiez de vous exposer quel est le système de l'impôt en France, et de le comparer au système d'impôts en Angleterre. Puisque l'impôt sur le revenu est emprunté à notre voisine, il faut que je vous fasse voir combien la société française et la société anglaise sont différentes, combien sont différents les deux systèmes d'impôts, pourquoi ils doivent l'être, et à quel point il est vrai d'affirmer que nous ferions un contre-sens en voulant introduire en France l'impôt sur le revenu.

En France, lorsqu'on parle de l'impôt en général, il arrive trop souvent qu'on oublie une chose, c'est que notre système d'impôts est l'œuvre la plus laborieuse, la plus intelligente, la plus équitable de la Révolution française; qu'en France, la révolution sociale de 89 a eu, je ne dis pas pour objet unique, mais pour un de ses objets principaux, pour une de ses conséquences les plus certaines, les plus bienfaisantes, la répartition de l'impôt la plus équitable de beaucoup qu'il y ait dans toutes les sociétés européennes.

Tout ce que l'on prétend faire aujourd'hui, la Révolution française l'a fait; je vais le démontrer.

On ne doit pas oublier qu'en Angleterre il n'y a pas eu de révolution sociale; il y a eu la liberté qui a fait beaucoup de bien, mais qui n'a pas tout fait.

En Angleterre, les propriétaires de la richesse étaient redevables envers l'impôt; la richesse devait quelque chose, elle devait beaucoup à l'impôt, et c'est pour cela qu'en Angleterre des hommes honnêtes, sincères, éclairés, ont à diverses époques songé à établir l'impôt sur le revenu, et qu'avec le temps cet impôt a fini par devenir moins onéreux, moins arbitraire qu'au début. Il l'est encore suffisamment pour qu'en Angleterre on en demande l'abolition; il l'est suffisamment — il faut que vous le sachiez — pour que le président de la république des États-Unis en demande aujourd'hui l'abolition immédiate.

Messieurs, je vous prie de me permettre d'entrer dans quelques détails. Je tâcherai de ne pas vous y arrêter trop longtemps; mais ces détails sont indispensables.

Je dois analyser notre budget et le prendre tel qu'il était avant la guerre calamiteuse de 1870.

Comme je vous l'ai dit bien des fois, vous vous rappelez que nos budgets étaient arrivés successivement au chiffre total de 2 milliards 100 millions. La guerre de cette année a porté notre budget à 2 milliards 750 millions, chiffre énorme, sans exemple chez aucune des nations de l'Europe.

Je laisserai de côté cette augmentation inévitable de 650 millions, parce que je crois que la proportion entre les divers impôts n'en restera pas moins la même et que d'ailleurs vous n'êtes pas encore fixés sur la répartition que vous ferez de cette somme totale entre les contribuables qui doivent l'acquitter.

Je prends donc le budget français sortant des mains de l'Empire avant la guerre, et je vais vous donner en moyenne les chiffres principaux.

Le budget dit ordinaire était en moyenne de 1,650 millions.

Le budget faussement qualifié d'extraordinaire, car il était permanent et perpétuel, était de 150 millions. Les deux budgets réunis montaient donc à 1,800 millions.

Il y a eu, dans ce total du budget, des écarts variant de 20 à 30 millions, suivant les années. Mais, en moyenne, on peut affirmer que le budget ordinaire et le budget extraordinaire s'élevaient ensemble à 1,800 millions.

Il y avait ensuite le budget qualifié de spécial, qui n'était que le budget départemental antérieur à l'Empire, qu'on avait toujours compris dans le total du budget général, et qui était de 300, de 310, de 320 millions plus ou moins, ce qui conduisait à un total général et définitif de 2 milliards 100 millions.

Il y a eu quelquefois, selon les années de paix ou de guerre, 2 milliards 100 millions, 2 milliards 200 millions, 2 milliards 300 millions.

Ce budget moyen de 2 milliards 100 millions peut se décomposer en deux masses principales. L'une de ces masses, montant à 1 milliard 34 millions, porte en entier, vous allez le voir, sur la propriété, sur les personnes imposées suivant leur richesse, ou plutôt suivant leur aisance, car, dans la France, aussi riche selon moi qu'aucun autre pays de l'Europe, le mot de richesse est moins juste que celui d'aisance.

L'autre masse qui, à première vue, est de 1 milliard 50 ou 60 millions, porte sur les consommations, et vous verrez tout à l'heure que cette somme se réduit à 750 millions.

Je vais d'abord détailler la première de ces deux masses, celle qui, suivant moi, porte sur la propriété et sur l'aisance, graduée d'après le bien-être et d'après la fortune connus.

Ce que nous appelons les contributions directes s'élève, dans le budget qui est le sujet de mes observations, à 582 millions. Il y a là 320 millions pour l'impôt foncier, 57 millions pour l'impôt des portes et fenêtres, 93 millions pour l'impôt personnel et mobilier et 110 millions pour les patentes.

Je n'ai pas besoin d'entrer dans beaucoup de détails pour vous faire comprendre quel est l'objet de ces divers impôts. Celui de 320 millions porte sur les produits de la terre qui, en France, est cadastrée, c'est-à-dire minutieusement et parfaitement décrite; la propriété bâtie n'est atteinte qu'accessoirement. Mais les auteurs de la Révolution, les auteurs de notre système actuel d'impôts, ont pensé qu'il fallait saisir la propriété bâtie d'une manière plus précise, plus nette encore, et ils ont imaginé l'impôt sur les portes et fenêtres.

Quand on se permet de parler légèrement et calomnieusement de nos impôts, on dit que nous avons mesuré l'air et la lumière et que le fisc fait payer l'air et la lumière. Ce sont là des propos assez légers et assez faux.

L'intention des auteurs de notre système d'impôts a été de saisir la propriété bâtie et de la saisir en proportion de son luxe. Or, il est incontestable que le nombre des ouvertures dans les propriétés bâties est le signe le plus caractéristique du luxe, du bien-être, de l'importance de ces habitations.

Vous avez donc 320 millions sur les produits de la terre et de la propriété bâtie, et vous avez 57 millions qui portent essentiellement sur le plus ou moins de luxe ou d'aisance de la propriété bâtie.

Ces deux impôts réunis forment le chiffre de 377 millions, portant incontestablement sur la propriété. Il est vrai qu'il y a le petit contribuable, je ne le conteste pas; mais le petit contribuable, c'est le contribuable qui a cessé d'être ce qu'on appelle, bien à tort, à mon avis, prolétaire, et qui est devenu propriétaire.

Après la terre et la propriété bâtie, nos contributions directes ont voulu atteindre les personnes: c'est là le but de l'impôt mobilier, de l'impôt personnel et de l'impôt des patentes.

Avant la Révolution, il y avait l'impôt dit de capitation, impôt très-ancien qui remonte à l'antiquité: c'est l'impôt sur la tête, sur l'individu lui-même. Eh bien, la Révolution française, dans ses intentions d'équité, n'a pas voulu frapper l'individu par cela seul qu'il existait, et l'on a ajouté à la capitation les valeurs locatives.

Qu'est-ce donc, chez nous, que l'impôt personnel et mobilier?

Pour le définir avec exactitude, on peut dire que c'est la capitation graduée selon l'aisance.

Ainsi, s'il y a un signe frappant, incontestable de l'aisance, c'est le luxe de l'habitation, et la capitation graduée sur cette échelle est, en réalité, un impôt sur l'aisance, sur la fortune du contribuable. Ce qui le prouve, c'est que, dans l'impôt mobilier, la partie correspondante à l'ancienne capitation (les trois journées de travail, d'une valeur réelle de 5 ou 6 fr., mais qu'on a réduites, pour effacer absolument le caractère de l'ancienne capitation, à une moyenne de 3 fr. par tête) est, dans certaines cotes, de 10, de 15, de 20 fr., quelquefois moins; et l'impôt mobilier peut s'élever jusqu'à 10,000 fr., suivant la fortune des individus. Quand il

s'agit de grands établissements comme les chemins de fer, qui ont de vastes bureaux, l'impôt mobilier peut monter jusqu'à 150 et 200,000 fr.

C'est donc là évidemment un véritable impôt sur le revenu, manifesté par le plus ou moins de luxe de l'habitation qu'on occupe. Eh bien, l'impôt personnel et mobilier qui, je le répète, est une capitation graduée, est de 93 millions, presque la moitié de l'income-tax en Angleterre.

Maintenant on s'est dit que ce n'était pas tout que d'atteindre l'individu ou la personne en lui demandant un impôt proportionné au luxe ou à la commodité de son habitation ; on a reconnu qu'il fallait atteindre l'individu sous d'autres rapports encore, suivant sa profession ; car il n'y a qu'à jeter le coup d'œil, je dirai le plus rapide, sur la société tout entière, pour reconnaître qu'il y a, entre les professions et leurs produits, des différences énormes. Alors on a classé en France toutes les professions ; on les a divisées en plusieurs séries qui payent chacune un impôt différent.

On a même pensé que ce n'était pas encore assez. Prenons l'exemple d'un banquier, si vous le voulez bien. On ne peut pas faire plusieurs classes de patentes pour plusieurs classes de banquiers, et l'on s'est demandé comment on pouvait frapper un impôt équitable... — Je prends le banquier, mais je pourrais faire le même raisonnement pour d'autres professions. — Pour celle-là, on a bien vu qu'on ne pourrait pas diversifier toutes les classes de banquiers. Mais on a imaginé un moyen très-sage, très-sensé et qui atteint le but, c'est pour les banquiers ou telle autre classe de négociants, d'industriels, de combiner l'impôt de la patente avec celui du loyer, c'est-à-dire avec l'importance des bureaux. Ainsi, d'abord, la capitation a été graduée d'après le logement, et la patente l'a été de même ; c'est ainsi que, pour tel banquier, vous aurez 2,000 fr. de patente, et que vous en aurez 10,000 pour tel autre.

C'est un second impôt dirigé, j'allais dire contre les personnes, mais non, je dirai vers les personnes, et qui, après avoir fait peser sur elles l'impôt personnel et mobilier, soit 93 millions, fait peser encore sur elles 110 millions pour les patentes.

Voilà donc, pour cette première partie de la masse du premier milliard, 582 millions portant sur la propriété et sur les personnes, en proportion de leur aisance, en proportion de leurs revenus. Et si vous prenez ces deux derniers impôts dirigés vers les personnes, celui de 93 millions pour le mobilier et le personnel, celui de 110 millions pour les patentes, vous avez 200 millions bien évidemment dirigés vers l'aisance, vers la fortune, somme égale à l'income-tax en Angleterre.

Mais est-ce tout ? Les auteurs de notre Révolution se sont-ils bornés à atteindre ainsi la propriété ? Non, ils ont fait cette réflexion, qui est très-vraie : la propriété dont je viens de parler, c'est la propriété immobilisée ; mais la propriété est sans cesse en mouvement, sans cesse elle change de mains, elle se vend, elle se donne, plus rarement, mais elle se donne aussi, par les testaments, par les successions ; on en hérite et enfin on se la dispute devant les tribunaux ; — eh bien, c'est là le grand objet de cette portion de vos contributions qu'on appelle le timbre et l'enregistrement et qui, celui-là, porte exclusivement, complètement sur la propriété.

Ainsi, les mutations mobilières payent 25 millions ; les mutations immobilières, 142 millions ; les donations, 17 millions ; les successions 99 millions, à peu près

100 millions; les divers actes civils et administratifs environ 50 millions; les frais de greffe et de justice, 35 millions; le timbre, marqué sur le papier qui sert dans toutes les transactions, 89 millions.

Ainsi, cette seconde portion de l'impôt de 458 millions porte sur tous les déplacements de la propriété qui, comme je vous le disais, tantôt se vend, tantôt se donne, tantôt s'acquiert par succession, tantôt par testament, ou enfin qui vient se débattre devant la justice.

Ainsi, pour la première masse, les contributions directes se montent à 582 millions; les contributions sur le timbre et sur toutes les mutations à 452 millions; soit 1 milliard 34 millions.

Voilà donc une moitié déjà de nos impôts, 1 milliard 34 millions, qui porte ou sur la propriété transmise sous toutes les formes, ou enfin sur les personnes conformément à leur aisance, démontrée, non pas vaguement, non pas parce qu'il plaira à tel ou tel de l'appeler la richesse, mais démontrée par le signe le plus certain, par la valeur de la location, par le luxe de l'habitation.

A ne considérer que cette première moitié de nos impôts, je demande qui peut contester qu'une suprême justice ait présidé à cette distribution de l'impôt.

Je passe à la seconde masse : elle est également de 1 milliard 20, 30, 40, 50 millions; il n'y a jamais là de chiffre permanent. Ce chiffre varie sans cesse. Dans cette seconde moitié de notre budget, quelle est la partie qui provient d'impôts? C'est environ 750 à 800 millions d'impôts de consommation. Il y a, en outre, à peu près 250 à 300 millions qui ne proviennent pas de l'impôt, qui proviennent des domaines de l'État, des forêts, par exemple; mais c'est un produit qui est la fortune même de l'État, c'est son bien, c'est le bien des générations antérieures, il n'appartient à aucune classe : il appartient à cette grande chose qu'on appelle la France. Ce produit est tantôt de 40, 50 millions; il sera de 50 millions probablement cette année. Cela dépend des coupes.

Il y a ensuite les postes, 93 millions. C'est un service, et c'est une question au ministère des finances de savoir si l'État fait un bénéfice sur ce service; cela est fort douteux, mais enfin c'est un service public. Il y a ensuite les télégraphes; il y a les produits universitaires, les produits de l'Algérie, les retenues sur les pensions; il y a encore une foule de petits impôts plus ou moins productifs; il y a la vente des poudres à feu, 13 ou 14 millions; il y a certains droits de navigation qui portent sur les choses et non sur les personnes. Tout cela forme une masse de 250 à 300 millions, — à peu près 250 dans le budget qui est l'objet de mon examen, — qu'il faut laisser de côté; car cette ressource n'est pas empruntée à l'impôt.

Il y a donc d'impôts de consommation, 750 millions dans le budget de 1870; pour cette année ce n'est que 726; ce sera malheureusement davantage l'année prochaine.

Quelle est, dans ces 750 millions, la part qui porte sur ce que j'appelle l'aisance, et celle qui porte sur l'homme qui vit de ses bras, de son travail quotidien?

C'est là, Messieurs, une supputation très-difficile, et qu'on ne peut faire que très-approximativement. Je viens vous présenter une supputation; mais si l'on peut mettre 50 millions de plus ou de moins d'un côté ou de l'autre, le fond de la chose restera le même, comme je vais vous le prouver.

Voici l'énumération de ces impôts; cette énumération est indispensable pour qu'on puisse en faire l'attribution à une classe ou à une autre :

Les douanes donnent	72 millions.
Elles donnent 148 millions avec les sucres, les soudes et certains sels, mais enfin 72 millions; je vous dirai sur quels objets.	
Les sucres (pour lesquels les impôts sont perçus, les uns par l'administration des douanes, les autres par l'administration des contributions indirectes) représentent	117 —
Les boissons	250 —
Les tabacs	254 —
Les sels	33 —
Total	726 —

Je crois qu'on serait dans le vrai le plus rigoureux en partageant également cette masse d'impôts entre les classes qu'on peut qualifier d'aisées ou qui possèdent, et les classes qui vivent du travail de leurs bras.

Je vais d'ailleurs décomposer cette supputation devant vous, Messieurs, et vous verrez si je suis fondé à dire que, pour être équitable, il faut la partager par moitié entre la classe qui possède et celle qui n'a que ses bras.

Les douanes, vous ai-je dit, rapportent 72 millions.

Il y a à peu près 30 millions pour les cafés, les cacao, etc.; 26 millions pour les tissus de luxe ou des objets de modes que nous empruntons, heureusement pour une faible somme, à l'étranger, auquel, à notre tour, nous en donnons pour une valeur de plus d'un milliard; il y a, à peu près, de ce chef, ai-je dit, de 25 à 20 millions.

Il y a ensuite les houilles, les machines qui, avec d'autres contributions, s'élèvent à 12 millions et complètent la somme de 72 millions.

Je crois qu'on peut, sans partialité, dire que ces 72 millions sont surtout imputables aux classes aisées.

Quant aux sucres, si nous étions en Angleterre, je les partagerais par moitié, parce qu'en Angleterre le peuple même use de boissons chaudes, lesquelles absorbent une grande quantité de sucre.

Je crois cependant qu'il est vrai de dire que, quant aux sucres, c'est beaucoup d'en imputer pour 17 millions aux classes laborieuses.... aux classes qu'on appelle laborieuses en les flattant un peu, car nous sommes laborieux aussi, nous, Messieurs, et je demande la permission, quant à moi, de me ranger dans les classes laborieuses.

Quant aux impôts sur les boissons, il faut être juste : les classes qui travaillent de leurs bras en portent la plus grande partie. L'impôt est de 250 millions. J'ai vu faire beaucoup de calculs, j'en ai fait moi-même beaucoup, pour chercher à qui l'on devrait équitablement imputer cette charge. On a fait ce calcul très-précis : pour les vins fins, les vins d'une grande valeur, la part qui revient aux classes aisées sur les impôts est de 8 p. 100 à peu près : sur 250 millions, ce serait 20 millions.

Restent donc 230 millions. Ce qu'on appelle les classes moyennes acquittent certainement une portion considérable de cet impôt, car il porte surtout sur des vins qui sont ordinaires, mais dont la valeur est rarement accessible aux classes inférieures. Mais, pour qu'on ne me fasse pas le reproche de vouloir trop charger les uns et trop décharger les autres, j'ai supposé que, pour les boissons, il y avait d'abord 20 millions payés incontestablement par les classes aisées à cause du prix des vins fins, et j'ai ensuite supposé seulement un cinquième sur ce qui restait à mettre au compte des classes aisées. Sur 230 millions, c'est donc 46 millions.

Enfin viennent les tabacs, qui rapportent 254 millions. Ici nous avons des points de repère. On appelle dans l'administration des contributions indirectes et dans notre budget, tabacs supérieurs ceux qui coûtent un cinquième de plus que les autres, et qui sont rangés dans la catégorie de ceux qui servent aux classes aisées. Cela représente 52 millions.

Il y a ensuite 70 millions pour les tabacs à priser. Il est connu de tout le monde que ce tabac sert surtout aux personnes sédentaires, et, dans le nombre, il n'y a pas beaucoup d'ouvriers; il est pourtant vrai de dire qu'il y a des familles d'ouvriers dans lesquelles s'introduit l'usage du tabac à priser. Si on en attribue la moitié à chacune des deux classes, je crois qu'on sera tout juste dans le vrai.

Enfin, sur les 142 millions du tabac à fumer, on accordera bien que les classes aisées fument pour 20 millions.

Davantage probablement. J'ai voulu être parfaitement modéré pour faire éclater à tous les yeux d'une manière plus évidente la justice de notre grand système d'impôts, car il est bon que le peuple français sache que les hommes qui, en 1789, l'ont affranchi, ont voulu lui procurer une équitable répartition des charges sociales. Il est bon qu'il sache qu'il jouit encore de ce bienfait, afin qu'il ne s'en prenne pas à une société qui est juste et équitable envers lui.

Reste enfin le sel. Il est vrai que, bien que les classes aisées fassent usage du sel, la plus grande partie de cet impôt porte sur les classes populaires. C'est 33 millions.

Maintenant, voici dans ces deux masses d'impôts formant notre budget, la portion qui pèse sur les classes aisées, d'après la supputation que je viens de faire devant vous :

Douanes	62 millions.
Sucres	100 —
Boissons	66 —
Tabacs	107 —
Total	<u>335</u> —

La portion qui pèse sur les classes populaires se décompose ainsi :

Douanes	10 millions.
Sucres	17 —
Boissons	184 —
Tabacs	147 —
Sel	33 —
Total	<u>391</u> —

Eh bien, dans cette deuxième masse du budget montant à 1 milliard 30, 40 ou 60 millions; il y a, comme je l'ai dit, 250 à 300 millions qui proviennent des propriétés de l'État et de divers revenus qui ne sont pas des impôts.

Restent 750 millions à peu près; pour le budget de 1870, 726 millions, dont 335 pèsent sur les classes aisées, et 391 millions, en chiffres ronds 400 millions, sur les classes qui n'ont d'autre ressource que le travail de leurs bras.

Tel est donc le résultat : la première masse représente 1 milliard 34 millions portant, comme je vous l'ai dit, sur les personnes classées d'après leur aisance, et pour la plus grande partie pour 800 millions sur la propriété dans tous ses états.

Ajoutez maintenant les 335 millions; vous voyez que c'est 1,350 à 1,400 millions qui portent en France sur les classes propriétaires et aisées; et c'est 391 millions, disons 400 millions, qui pèsent sur les classes qui n'ont que leurs bras pour gagner leur vie.

Je mets au défi de contester avec fondement l'énumération que je viens de faire ici de la répartition des charges publiques en France.

Eh bien, cherchez en Europe une aussi équitable répartition de l'impôt. Vous ne la trouverez pas.

Maintenant, je prends le budget anglais. Dieu me garde de calomnier cette noble société anglaise, celle qui, en Europe, a le plus d'analogie avec l'état de notre civilisation, quoique très-différente par les mœurs. Elle a la liberté qui ne va pas vite comme les révolutions, mais qui fait bien et sûrement.

Dans la société anglaise, on peut dire avec vérité qu'il y a des classes riches, ce qui ne signifie pas que l'Angleterre soit plus riche que la France, car, si j'entrais dans les détails, vous verriez, qu'à tout prendre, la France est encore le pays le plus riche, tout en étant celui des deux où la distribution est la plus équitable et où le mot aisance peut être appliqué à la situation des trois quarts peut-être de la société, tandis que le mot de richesse, de grande richesse, ne peut être appliqué que très-rarement.

Assurément, en Angleterre, les classes élevées, les classes riches, n'ont pas voulu opprimer le peuple; elles n'ont pas eu cette intention; non, c'est la nature des choses qui a fait que là on a déchargé la propriété pour faire porter les principales charges sur les consommations. — Je vous expliquerai comment tout à l'heure.

Au simple énoncé des chiffres principaux, vous allez voir à quel point la différence est frappante entre les deux budgets. Il faut le dire à l'honneur de cette société que le pouvoir y subit un contrôle tout-puissant, et qu'il ne peut pas entraîner le pays dans des guerres calamiteuses malgré sa volonté.

Ce budget, je l'ai connu dans ma jeunesse, à 1,700, à 1,800, à 1,900 millions; il est aujourd'hui à 1,632 millions, tandis que chez nous il a passé de 1,500 millions à 2 milliards 100 millions et bientôt à 2 milliards 750 millions.

Voici comment se décompose le budget anglais :

Tout à l'heure je vous disais que chez nous les contributions directes rapportent 582 millions. En Angleterre, les mêmes contributions ne représentent que 87 millions. Ces impôts de l'enregistrement, du timbre, qui, chez nous comme en Angleterre, portent sur les déplacements de la propriété, ces impôts, dis-je, tandis qu'ils montent chez nous à 452 millions, n'atteignent que 230 millions en Angleterre.

Donc cette masse qui, en France, est de 1 milliard 34 millions, se réduit en Angleterre à 317 millions.

Voilà déjà une première différence qui est saisissante; la seconde ne l'est pas moins.

Vous avez vu que les impôts de consommation, en France, montent à 726, à 750 millions. En Angleterre ils montent à 1,100 millions. Les douanes donnent 588 millions et les contributions indirectes 511 millions. C'est ce qui explique comment, sans l'avoir voulu, sans l'avoir cherché, les classes riches — on peut appeler riches en Angleterre les classes qui possèdent cette propriété supportant une charge de 317 millions seulement, — comment, dis-je, ces classes aisées ont pu, par leur vote, sans réclamation du pays, sans révolte de sa part, faire peser 1,100 millions sur les classes laborieuses. C'est la nature des choses qui a amené ce résultat; si la nature des choses s'y était opposée, assurément, dans ce pays libre, le vote n'aurait

pas produit ce résultat singulier. Mais deux mots seulement vous feront comprendre comment cette énorme masse de 1,100 millions est sortie de la nature même des choses en Angleterre. En France, les douanes, en y ajoutant les sucres que j'avais laissés de côté tout à l'heure, donnent 148 millions; en Angleterre elles donnent, je le répète, 588 millions, tabacs compris.

Voici le motif de cette différence. L'Angleterre, à cause de sa position insulaire, reçoit tout par la mer; il passe par ses ports de véritables torrents de richesses. Quand on établit un système d'impôt, on va toujours puiser aux sources les plus fécondes; les rivalités de classe à classe ne peuvent pas prévaloir contre l'indication du bon sens; on va naturellement prendre l'eau là où elle coule en plus grande abondance. Eh bien, 588 millions peuvent être perçus avec une facilité extrême sur tous les produits qui entrent dans les ports anglais; c'est ce qui fait qu'en Angleterre l'impôt coûte si peu de frais de perception, tandis qu'il coûte tant en France.

On a donc été porté naturellement à prendre l'argent quand il passait à travers les ports; il va de là tout droit à la Banque, et, avec très-peu de frais de perception, l'impôt rentre dans les caisses de l'État.

Il y a une autre cause: tandis que, chez nous, nous prenons au dedans la plupart des produits, l'Angleterre les reçoit du dehors. En France, nous demandons plus de la moitié des sucres à notre territoire: l'Angleterre les prend au delà des mers, et cela ne lui répugne pas, car c'est donner en même temps à sa grande et puissante marine l'occasion de s'agrandir encore davantage.

Ce n'est pas tout encore. Les spiritueux, nous les tirons de notre propre sol: l'Angleterre, elle, les prend à l'étranger, ou bien dans une industrie dont je vous parlerai tout à l'heure. C'est encore là une des causes qui font qu'une partie de la richesse de l'Angleterre passe par les ports et vient d'elle-même se jeter dans les caisses de l'État.

Maintenant je dois parler de cette masse de 511 millions qui composent, dans le budget anglais, le total des contributions indirectes en dehors des douanes. Eh bien, voyons la différence entre les deux pays.

D'abord les tabacs! De nos tabacs, à nous, les uns naissent sur notre propre sol; les autres, nous les prenons à l'étranger.

L'Angleterre, elle, prend tous ses tabacs au dehors; elle les manufacture chez elle, mais elle les prend ailleurs. Ensuite les boissons. Pour percevoir l'impôt sur les boissons, sur tous les spiritueux, il faut chez nous un bien autre travail que chez elle. Le fruit naît dans nos champs, et vous savez que, depuis deux siècles, nous cherchons les moyens les plus faciles, les moins coûteux, les moins douloureux, dirai-je, de frapper les boissons. Il faut aller chercher l'agriculteur qui se livre à la culture des vignes, il faut l'aller chercher chez lui, frapper le produit quand il se déplace, le frapper à la porte des villes, puis le frapper encore chez le marchand au détail.

En Angleterre, les spiritueux qui n'entrent pas par les ports se fabriquent dans d'immenses brasseries ou d'immenses établissements où l'on fait tous les genres d'eaux-de-vie, et l'on peut quelquefois chez un seul producteur percevoir chaque année un million d'impôt.

Il est résulté de là que l'Angleterre, sans qu'il y ait eu contradiction, opposition même de la part des classes intéressées, a déchargé la propriété et fait porter la plus grande masse des impôts sur les douanes et sur les contributions indirectes.

Ainsi s'explique, sans qu'il y ait eu pression des classes supérieures sur les classes inférieures, ce budget qui vous présente 317 millions de contributions directes sur la propriété et 1,100 millions de contributions indirectes, y compris les douanes, ce qui fait à peu près 1,400 millions, qui portent tout au plus, une moitié sur les classes riches, et une moitié sur les classes travaillant et gagnant leur vie avec leurs bras.

Si je faisais maintenant sur le budget anglais une supputation comme celle que j'ai faite tout à l'heure sur le budget français, vous verriez, Messieurs, qu'en Angleterre les classes élevées, les classes riches ne portent pas plus de 6 à 700 millions, et que les classes qui travaillent de leurs bras portent de 7 à 800 millions.

En présence d'un tel état de choses, lorsque de grands besoins se sont manifestés, n'était-il pas naturel de s'adresser à la fortune, à la richesse, et de lui dire : Vous êtes si peu imposée dans notre pays qu'il faut que vous le soyez davantage !

Je résume cette partie de ma discussion dans ces mots : la richesse en Angleterre était redevable au pays : il était naturel de faire porter sur elle l'impôt du revenu.

En France, au contraire, les classes propriétaires et aisées, je l'ose dire, ne sont pas redevables au peuple, car elles portent les trois quarts de la charge.

Voilà, Messieurs, l'argument le plus fort qui, au point de vue de la vérité, je dirai de l'honnêteté, peut être invoqué contre l'impôt sur le revenu en France.

Une équitable répartition des charges publiques, due à la Révolution française, a fait porter, sur les classes qui possèdent, sur les propriétaires, les petits comme les grands, je le reconnais, les trois quarts de ces charges ; et venir aujourd'hui, dans ces jours de détresse, les charger encore, ne serait pas chose équitable, je le répète, au nom de l'honnêteté française, et personne ne contestera ce jugement.

J'oserai dire plus : Je suis de l'avis de ceux qui affirment qu'on peut frapper la richesse deux fois. Oui, mais d'abord il faut voir si vous ne la ruinez pas, et si, en la ruinant, vous ne ruinez pas, du même coup, qui ? l'acheteur qui prend les produits du peuple ; si vous ne ruinez pas celui qui est, pour ainsi dire, le débouché des produits du peuple, celui qui en fournit le placement. Mais je mets cette question de côté et je dis : Oui, si nous pouvons, par des moyens certains, positifs, clairs, surcharger encore l'aisance de la France, je le veux bien, mais votre moyen quel est-il ? C'est l'arbitraire !

Eh bien, c'est au nom de la justice et du repos de notre pays que je vous demande de n'introduire l'arbitraire nulle part, et surtout de ne pas l'introduire dans l'impôt.

Aussi quand on dit : Il faut que la richesse paye deux fois, je le veux bien, et encore ne dites pas la richesse, dites l'aisance ; mais je veux aussi que vous nous indiquiez des moyens avouables pour y parvenir.

Et ici encore, quelques mots, Messieurs, sur le budget anglais, qui, sans doute, nous est étranger, mais que je suis bien obligé d'examiner, puisque l'impôt qu'on veut nous imposer est emprunté à l'Angleterre.

On nous dit que l'income-tax est devenu en Angleterre très-supportable, qu'il n'est plus arbitraire ; que, dans les premiers temps, il a été difficile à établir, mais qu'on s'y est habitué.

Il y a tout à la fois du vrai et du faux dans cette assertion.

Je ne dirai pas, — car je craindrais de ne pas être vrai et d'accorder trop à mes adversaires, — je ne dirai pas que l'impôt sur le revenu, dans sa seconde appari-

tion, n'a pas rencontré de répulsion ; il en a rencontré une très-grande, il en rencontre encore tous les jours. Mais ce qui est vrai, c'est qu'il est devenu plus supportable, et moi qui cherche la vérité très-sincèrement et qui ne veux pas méconnaître ce qu'il y a de fondé dans l'assertion de ceux dont je combats l'opinion, oui, je l'avoue, la répulsion ou plutôt les souffrances de cet impôt sont devenues moindres. Mais si en Angleterre cet impôt est devenu plus facile à supporter, je vais vous prouver qu'en France il serait intolérable.

Pourquoi est-il devenu plus supportable en Angleterre ?

D'abord on prête à sir Robert Peel des pensées qu'il n'a pas eues. C'est un très-grand personnage, un grand citoyen, auquel l'Angleterre a eu raison de rendre hommage. Oh ! oui, en Angleterre, l'envie ne dérobe jamais aux personnages éminents leur part de gratitude publique.

Oui, M. Peel est un grand et noble personnage que son pays fait bien d'estimer ; mais il faut pourtant que nous sachions quel est ce personnage, quelles ont été ses véritables pensées, et je n'y insiste un moment que parce qu'on veut faire de la grandeur de M. Peel un usage qui serait fâcheux pour la prospérité de la France.

On dit : M. Peel a changé la face de l'Angleterre ; l'income-tax n'a été qu'un dédommagement de cette immense prospérité qu'il a procurée à l'Angleterre par le libre échange.

Messieurs, voici les faits : grâce à mon âge, j'ai été le contemporain de ces faits ; je les ai vus, et voici la vérité : M. Peel n'est pas arrivé là de prime abord, comme un prophète qui aurait eu pour livre sacré le libre échange. Non, voici comment il y est arrivé.

Vers 1842, les whigs, à la veille de quitter le ministère, annoncèrent la réduction à moitié de l'impôt sur les céréales, cet impôt qui a été si violemment et si longuement discuté en Angleterre.

M. Peel, qui allait leur succéder, éprouva un moment de dépit très-vif, et qui se conçoit, de voir qu'on cherchait, au moment où il entrait dans le cabinet, à lui susciter un aussi grand embarras, alors que, pendant toute la durée du ministère whig, on n'avait pas songé un seul instant à cette réduction de droits. Mais prenant tout à coup son parti, il dit : « Ah ! vous voulez faire assaut de popularité ; ah ! vous proposez de supprimer la moitié des droits sur les céréales : eh bien, moi je propose la suppression complète de ces droits ! »

Tous les hommes de mon âge se rappellent quelle émotion produisit en Angleterre cette annonce de l'abolition pure et simple des droits sur les céréales. M. Peel ne l'a pas dit, mais sans le dire, sa pensée était de porter ce noble défi à l'aristocratie anglaise : « Il est temps que vous sachiez payer votre influence d'une partie de votre fortune, et que vous consentiez pour cela à l'abolition des droits sur les céréales. »

L'aristocratie anglaise éclairée, désintéressée, comme le sont les aristocraties quand elles sont en présence de la liberté, l'aristocratie anglaise accepta la proposition de M. Peel. Elle dit : Soit, je payerai mon influence par ce grand sacrifice.

Mais ce sacrifice, il n'était pas possible de l'imposer à la propriété anglaise sans imposer un sacrifice analogue à toutes les classes industrielles, et de là est né le libre échange ; et par là M. Peel, en s'en doutant, et peut-être aussi sans s'en douter tout à fait, était entré dans le sens des vrais intérêts anglais.

L'Angleterre n'avait à craindre la concurrence d'aucun pays, non pas sous le rap-

port de la perfection des produits, — à cet égard elle ne pouvait pas lutter avec nous, — mais sous le rapport du bon marché elle n'avait pas de rival, et par le libre échange elle a fait une magnifique fortune; aussi elle a raison, quoique sir Robert Peel n'en ait pas eu la pensée tout d'abord, elle a raison de lui en savoir gré; — et ceci me ramène à mon sujet.

Oh oui, l'impôt sur le revenu, en Angleterre, est arrivé au monde dans des circonstances heureuses. On dit quelquefois que les fées ont assisté à la naissance de certains princes; on peut dire aussi qu'une bonne fée assistait à la naissance du libre échange. Il a permis de diminuer tous les autres impôts, et il a fait de Londres le plus grand marché de l'univers.

L'impôt sur le revenu a eu pour accompagnement, en Angleterre, une réduction sur la plupart des taxes, ce qui a contribué à le rendre un peu moins impopulaire, bien qu'il le soit toujours.

Mais voici surtout ce qui lui a enlevé un peu de son impopularité : c'est qu'une partie de l'arbitraire a disparu, et voici comment. Le double emploi que l'impôt sur le revenu ferait en France n'existe pas en Angleterre, et c'est en cela que se montre la différence des deux situations, et ce qui fait comprendre que l'impôt sur le revenu perd tous les jours de son arbitraire en Angleterre, tandis qu'au contraire, en France, cet arbitraire augmenterait tous les jours.

Voici comment. Les personnes n'étaient pas atteintes en Angleterre, et les propriétés ne l'étaient presque pas. Alors les percepteurs de l'impôt sur le revenu ont eu des bases sur lesquelles ils ont fait reposer cet impôt. On s'est adressé aux propriétaires, — la terre ne paye rien que le reste du rachat exécuté jadis par M. Pitt, 28 millions, — alors on a dit aux propriétaires de la terre, aux fermiers : Mais vous pouvez bien payer une portion de l'impôt ! Et on a mis sur la terre 68 millions, puis sur les fermiers 9 millions.

Il n'y avait aucune difficulté, la terre n'étant pas déjà imposée; on ne pouvait pas soulever de révolte lorsqu'aux propriétaires de ce sol si riche et si bien cultivé de l'Angleterre on demandait 70 millions, alors qu'on demande 300 millions et plus au sol de la France; on n'a pas rencontré de résistance, et l'on a trouvé là une base toute naturelle, qui supprime une grande partie de l'arbitraire.

Puis, on s'est adressé aux rentes, aux valeurs de bourse. Vous savez combien la masse des propriétés mobilières est grande en Angleterre; c'est le pays qui possède le plus de valeurs mobilières. On a réparti 17 millions, ce n'était pas bien difficile. On avait d'ailleurs une base : les rentes en Angleterre se payent à la Banque; on a sous la main la plupart des grandes administrations. On a perçu très-facilement 17 millions sur l'immense capital de valeurs mobilières qui existe dans cet opulent pays.

Pour le commerce et pour les professions industrielles, nous frappions déjà 110 millions. En Angleterre il n'y avait pas d'impôts. Eh bien, on s'est adressé à ces classes, où l'on trouve encore quelque résistance, et on leur a demandé 93 millions. Enfin, sur les traitements et salaires, 11 millions.

On vous l'a dit, il faut, pour que l'impôt soit accepté, qu'il soit modéré, c'est vrai; mais la propriété, les fermes, les personnes, les valeurs mobilières, rien de tout cela ne supportait d'impôt en Angleterre, et tandis qu'on leur demandait 200 millions, la propriété et tous les genres de propriété portaient, chez nous, près d'un milliard.

Il n'est donc point étonnant qu'on ne fût pas obligé de recourir à des mesures vexatoires et qu'on ne rencontrât pas l'opposition qu'on rencontrait alors que l'income-tax, à sa première apparition, représentait 300, 400, 500, 600 millions. Les bases sur lesquelles ces impôts portaient étaient libres, elles ne supportaient rien, et c'est sur elles qu'on a fait porter l'income-tax. Il n'y a pas eu de très-grandes difficultés.

Lorsqu'on nous dit que l'impôt en Angleterre s'est peu à peu popularisé, je réponds : Non ! Car tous les ministres des finances qui se succèdent rangent au nombre de leurs titres de gloire les réductions qu'ils ont faites sur l'income-tax. Mais ce qu'il y a d'étonnant, Messieurs, c'est qu'ils n'aient pas rencontré la résistance qu'ils auraient certainement rencontrée chez nous. Chez nous, au contraire, voyez la différence : quand vous voudrez frapper la terre et que vous direz à un propriétaire : « Vous avez tant d'hectares de terres cultivées; eh bien, vous donnerez quelque chose à l'impôt sur votre revenu », il vous répondra : « Mais je paye déjà 6 ou 8 p. 100 sur ma terre ! » Quand vous vous adresserez aux personnes et que vous direz : « Dans votre profession vous devez gagner beaucoup d'argent ! Vous êtes un avocat éloquent, vous êtes un grand banquier, vous avez fait beaucoup d'affaires cette année-ci », on vous répondra : « Oui, mais nous payons déjà 110 millions sur les patentes. » Tel banquier vous dira : « Je paye 10,000 fr. pour ma contribution mobilière, je paye 10,000 fr. de patente, cela fait 20,000 fr. » Eh bien, le percepteur sera quelque peu embarrassé, et si vous parcourez toutes les natures d'impôt que représente l'income-tax appliquée en Angleterre, vous verrez que chez nous le taxateur trouverait de la résistance s'il voulait se servir de ces bases-là.

Je le répète, tout le nœud de la question est là, entendez-le bien; si le taxateur veut se servir de ces bases, dont on se sert si facilement en Angleterre, on répondra au taxateur : « Que dites-vous là ! Je paye déjà tant d'impôt sur la terre, tant d'impositions mobilières, je paye tant pour les patentes ! » C'est ce qu'on ne pouvait pas dire en Angleterre. Et alors, que fera votre taxateur ?

Savez-vous ce qu'il fera ? Il n'ira pas dire qu'il s'appuie sur la terre, sur les contributions mobilières et personnelles, il dira au contribuable : « Vous avez 20,000 livres de rentes, vous en avez 40,000, vous en avez 50,000. » C'est précisément là l'arbitraire ! C'est qu'en France vous ne pouvez pas rencontrer une personne, une propriété, une classe de personnes qui ne payent déjà beaucoup. Et alors, ne sachant que dire au contribuable, il ajoutera : « On sait très-bien que vous êtes riche ! » Vous êtes riche ! voilà la base de l'impôt.

Eh bien, Messieurs, vous figurez-vous quelle sera la situation d'un gouvernement obligé de dire au contribuable : « Nous savons que vous avez 20,000, 30,000 40,000 livres de rentes ! » Comment, Messieurs, vous allez donner ce droit à un gouvernement ? Vous allez établir une telle inquisition dans votre pays, lorsque les bases qui permettent en Angleterre de le faire avec une certaine équité, lorsque ces bases nous manquent absolument, lorsqu'elles se refusent à vous, en alléguant les charges qu'elles supportent ? Je dis que cela est impossible, que c'est créer dans le pays un arbitraire intolérable et des plus funestes.

Et, à ce sujet, permettez-moi de vous montrer en peu de mots l'histoire de l'arbitraire dans l'impôt sous l'ancien régime et de vous indiquer ce que, probablement, l'arbitraire serait dans l'impôt nouveau en France. Et cela m'amène à remonter un peu vers le passé et à vous dire — ce dont on vous parlait l'autre jour,

— quel était, dans l'ancien régime, l'impôt qui représentait celui que vous seriez prêts à créer.

Deux orateurs vous ont dit avec raison, l'un que c'était l'impôt du dixième, l'autre que c'était la taille.

C'est en effet l'un et l'autre. Et ceci est curieux, bien curieux ! Car vous allez voir ce que l'arbitraire dans l'impôt peut faire dans une société, je ne dirai pas parfaitement heureuse, mais toujours grande, et qui vivait dans un repos profond sous une autorité non contestée; vous allez voir ce qu'était devenu l'arbitraire dans l'impôt, ce qu'était la taille. Je vais vous le prouver avec la dernière évidence et un admirable monument à la main, — c'est la taille, la taille qui a inspiré ce livre admirable : *la Dime royale*, de Vauban. L'impôt du dixième dont a parlé l'honorable M. Teisserenc dans son excellent discours, n'est qu'une réminiscence du travail de Vauban. Vauban avait montré tous les inconvénients de la taille.

On s'est souvenu quelquefois de son livre dans le dix-huitième siècle; on lui a fait des emprunts, et l'on avait imaginé l'impôt du dixième qui devait frapper la propriété. C'était la taille, dont vous allez voir l'utilité pratique en ce moment.

Il y avait les aides, qui portaient sur la consommation et qu'on percevait dans les populations agglomérées. C'était une des tyrannies de ce temps-là; mais vous verrez que tout le monde invoquait cette tyrannie, tant celle de la taille était plus grave. Les populations non agglomérées qui n'arrivaient pas jusqu'à la banlieue des villes, mais qui s'étendaient sur tout le territoire, supportaient la taille; elles étaient, comme on l'a dit dans le temps, « taillables et corvéables à merci et miséricorde ». La taille portait indistinctement sur toute espèce de revenu; elle suivait le propriétaire et toutes les apparences de l'aisance; et vous allez voir quel usage on faisait des apparences de l'aisance. Elle portait sur tous; et l'arbitraire l'avait rendue intolérable, à ce point qu'on ambitionnait de passer sous le régime des aides.

Il y avait ensuite les douanes intérieures, et puis l'impôt du sel qui constituaient une charge considérable.

Les tailles, à elles seules, représentaient, d'après Vauban, environ la moitié de la totalité de l'impôt, soit 60 millions.

Il est difficile de donner aujourd'hui l'équivalent de 60 millions de ce temps-là. Je ne veux pas apporter ici des calculs que j'ai faits bien des fois à un point de vue historique; mais je crois que l'on serait dans le vrai en multipliant par dix. Je pourrais en donner une quantité de preuves. A cette occasion, je dirai que cette échelle qu'on veut établir d'après le prix du blé est une fausse échelle, parce qu'elle est exclusive. Il faut, pour se faire une idée des valeurs, voir ce qu'on peut se procurer à chaque époque, non d'une seule chose, mais de toutes choses avec une somme d'argent donnée.

En prenant cette base, que j'ai employée pour des époques différentes de l'histoire, on peut dire que c'était le dixième de ce que ce serait aujourd'hui. 60 millions d'alors représenteraient donc aujourd'hui à peu près 600 millions.

Cet impôt était devenu, pour cette société si tranquille, — car, certes, sous Louis XIV, elle a été pendant soixante ans profondément tranquille, — cet impôt, dis-je, était devenu quelque chose d'insupportable.

Je vais vous lire deux pages dont la lecture ne vous fera pas de peine, parce qu'elles sont le langage d'un honnête homme, s'il y en a eu sur la terre. Le pauvre Vauban, cet homme admirable, la gloire de notre nation, je dirai la gloire de

L'homme vertueux, cet homme dont ce médisant de génie qu'on appelle Saint-Simon n'a pas osé médire... Vauban, le seul devant lequel il s'est arrêté, car il avait médité même de Fénelon qui, cependant, dominait la société élevée de son temps; « cet homme, disait-il, qui avait un air de guerre qui lui donnait presque quelque chose de féroce, quand on l'approchait, on était touché de sa douceur, de sa bonté »; cet homme dont la bravoure prenait tous les dangers pour elle, — car on l'avait vu, dans un siège, monter la nuit sur les épaulements, et aller lui-même faire des reconnaissances pour épargner cette peine et ces dangers à ses lieutenants, — cet homme admirable qui, lorsqu'il ne faisait pas la guerre, faisait nos routes, nos canaux, très-aimé de son roi et l'aimant profondément, voulut lui donner des conseils: il en donna au roi, qui ne les reçut pas, et il fut disgracié. Mais il ne mourut pas, comme Racine, de chagrin d'avoir déplu au roi; il mourut de son grand âge et de ses longs services, faisant des vœux pour que le gouvernement de son roi s'éclairât, et si ce roi avait voulu s'éclairer ce jour-là, il eût produit la première des œuvres de la Révolution française, un siècle et demi avant elle.

Voici ce que cet homme admirable proposa. Il parcourait sans cesse le pays, souvent à pied, et personne n'avait fait une statistique plus exacte de l'état de la France.

Il avait remarqué que la dîme ecclésiastique se percevait avec une facilité extrême.

Le clergé avait des fermiers habiles, de grands magasins; on plaçait la dixième gerbe dans ces magasins, elles étaient vendues et le revenu était perçu sans difficulté, sans révolte, avec très-peu de frais de perception; savez-vous pourquoi? Parce que la base de la perception était simple; on allait sur les meules une fois formées et on disait: « Il y a tant de gerbes, il nous faut la dixième! »

Eh bien, Vauban disait — vous allez voir que je suis dans mon sujet — pour éviter l'arbitraire: « Pourquoi ne pas adopter une dîme qu'on appellerait la dîme royale? »

Alors, dans ce livre si touchant, cet honnête homme sans ambition, même sans l'ambition de la gloire — et il aurait eu tort d'avoir cette ambition, car sa gloire était immense — chercha le bien; il fit le travail le plus détaillé pour apprécier avec une exacte justice, non-seulement les produits de la terre et en prendre le dixième, mais le revenu de chaque classe, et enfin les revenus provenant des émoluments qu'on recevait, et il dit au roi: « Tout le monde la payera, vos plus grands serviteurs », — ce que nous appelons aujourd'hui les plus grands fonctionnaires, — « les princes, les maréchaux, tout le monde la payera. » Et il prouvait qu'en diminuant ou supprimant l'arbitraire, on doublerait les revenus de l'État.

Dans son livre, — et c'est ce qui fait que je suis dans la question, — il ne s'occupait que d'une chose: non pas de diminuer le poids de l'impôt, il le trouve indifférent, mais de repousser l'arbitraire, et il cite de nombreux exemples, dont un des plus curieux et des plus instructifs est celui-ci: autour de Rouen il y avait trente-cinq communes qui composaient la banlieue de cette ville, et qu'on avait fait passer du régime de la taille au régime des aides. Il était allé voir ces communes, il dit qu'elles respiraient l'aisance, le bien-être, et que tout le monde dans les environs demandait comme une faveur du ciel de passer sous le régime des aides, — et cependant le régime des aides était des plus durs, et nous ne le supporterions pas aujourd'hui, — échappant ainsi au régime de l'arbitraire, au régime des collecteurs de taille. Savez-vous ce qu'on avait imaginé pour rendre moins ty-

rannique ce régime des tailles? Chacun était taxateur à son tour, et chacun rendait à son voisin ce qu'il en avait subi auparavant. Eh bien, même avec cette peine du talion infligée à tous les taxateurs présents et futurs, la taxe était si révoltante, qu'on regardait comme un bienfait du ciel de passer sous le régime des aides.

Vous direz peut-être : C'est que l'impôt était réduit!

D'après ce que dit Vauban, ces communes qui payaient 25,000 livres du temps, transportées au régime des aides, en payaient 45,000. Elles se regardaient comme heureuses, et tout le monde enviait leur sort.

Il en cite un autre exemple. La petite ville de Honfleur, qui payait 25,000 livres sous le régime de la taille, avait consenti, pour passer sous le régime des aides, à payer 100,000 livres qui devaient être consacrées à tous les travaux du port, et uniquement parce qu'à cette condition, au lieu de la persécution, de l'arbitraire, on était dans un repos relatif.

Permettez-moi de vous citer une page de Vauban pour que vous voyiez que je n'exagère rien, et vous apprécierez comme moi le langage expressif et frappant de l'honnête homme.

« On se plaint partout et avec raison de la supercherie et de l'infidélité avec laquelle les commis des aides font leurs exercices; on est forcé de leur ouvrir les portes autant de fois qu'ils le souhaitent.... » — c'est l'exercice que nous avons aujourd'hui — « et si un malheureux, pour la subsistance de sa famille, d'un muid de cidre ou de poiré en fait trois, en ajoutant deux tiers d'eau, comme cela se pratique souvent, il est en risque, non-seulement de tout perdre, mais encore de payer une grosse amende; il est bien heureux quand il en est quitte pour payer l'eau qu'il boit. »

« Tout cela, néanmoins, continue Vauban, n'est compté pour rien, quand on considère que, dans les paroisses taillables, ce n'est ni la bonne ou mauvaise chère, ni la bonne ou mauvaise fortune qui règle la proportion de l'imposition, mais l'envie, le support, la faveur et l'animosité, et que la véritable pauvreté ou la feinte y sont presque toujours également accablées; que si quelqu'un s'en tire, il faut qu'il cache si bien le peu d'aisance où il se trouve, que ses voisins n'en puissent pas avoir la moindre connaissance; il faut même qu'il prenne ses précautions jusqu'au point de se priver du nécessaire pour ne pas paraître accommodé », — cela veut dire dans l'aisance.

Et il ajoute :

« Enfin, les habitants des paroisses de la banlieue se pourvoient d'un habit contre les injures de l'air, sans craindre qu'on tire de cette précaution des conséquences contre leur fortune, pendant qu'à un quart de lieue de leurs maisons, ils voient leurs voisins, qui ont souvent bien plus de terre qu'eux, exposés au vent ou à la pluie avec un habit qui n'est que de lambeaux, persuadés qu'ils sont qu'un bon habit serait un prétexte infaillible pour les surcharger l'année suivante. »

Eh bien, si vous lisiez tout cet admirable livre, vous verriez les exemples innombrables qu'il cite de la tyrannie qui vient de l'arbitraire dans la répartition de l'impôt, et vous verriez qu'il n'exagère rien, car vous savez que, dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle, cet état s'était encore aggravé. Tous les économistes ont cité, et sans doute vous avez tous dans la mémoire, un passage de Rousseau, qui raconte une rencontre qu'il fit dans les champs. Il était fatigué, épuisé de la course qu'il venait de faire; il s'arrêta chez un paysan qui lui fit le plus mauvais

accueil, qui ne lui donna que des mets presque inacceptables. Après qu'il l'eut rassuré et qu'il lui eut montré qu'il n'était pas un agent du fisc, le paysan leva une trappe et il sortit de là de quoi lui faire faire le meilleur repas. Puis il voulut payer. A ce moment où l'homme qui a donné une hospitalité intéressée au lieu d'être soucieux devient satisfait, le paysan devint tout à coup soucieux et ne voulut pas accepter le prix du repas qu'il avait fait faire à son voyageur. Enfin, dit Rousseau, ce malheureux cachait son bien-être et n'osait pas me montrer son vin par peur du commis des aides, son pain, par peur du taxateur des tailles, et il était obligé d'afficher la misère pour échapper à la tyrannie de l'impôt.

Il y a là des pages que je ne veux pas lire, mais qui vous rappelleraient, à l'éloquence près, beaucoup des pages écrites aujourd'hui sur la tyrannie de l'impôt.

Voilà l'arbitraire de l'impôt dans l'ancien régime. Je sais bien que, grâce à la Révolution française, non-seulement la législation de l'impôt est changée, je dirai, les mœurs de l'impôt sont changées, et qu'aujourd'hui le commis des aides et le taxateur n'auraient pas cette brutalité. Mais, prenez garde : si nos mœurs sont améliorées, les partis ne le sont pas. Comment, dans un pays profondément agité comme le nôtre, vous investiriez quelqu'un d'un pouvoir arbitraire dans l'impôt ! Quoi ! vous permettriez à un gouvernement, quel qu'il fût, de dire aux contribuables : Vous avez 10,000, 20,000, 30,000, 40,000, 50,000 fr. de rentes ! Vous le permettriez à quelqu'un ? C'est impossible !

Nous avons tous passé depuis quarante ans sous les gouvernements les plus divers ; nous avons vu tomber trois fois la monarchie, une fois la république ; nous avons vu ce mouvement torrentiel des révolutions passer d'un gouvernement à un autre. Vous figurez-vous la société française taxée par celui qui, quelquefois, s'est emparé du pouvoir par hasard et qui en use comme on use d'un pouvoir qu'on n'a que pour quelques jours ? Quoi ! vous allez remettre à ces taxateurs improvisés le soin de décider de votre fortune ?

Je prévois la réponse, on dira : Mais ce ne sera pas le pouvoir seul !

Oh ! je sais bien ; mais qui ? les conseils municipaux ? Quoi donc ! Ce n'est plus le pouvoir qu'on se disputera, ce sera la faculté, la puissance de taxer.

Ce n'est pas l'élection que je crains ; j'accorde qu'elle intervienne et qu'elle contribue, en formant, par exemple, la majorité du conseil municipal, à répartir les charges de l'impôt ; — mais à toutes nos causes de division, comprenez-vous qu'on ajoute une nouvelle cause aussi puissante de perturbation, et que, dans les élections, on se dispute la faculté de reporter l'impôt à droite ou à gauche ? Non, Messieurs, vous ne commettez pas une telle faute.